





2026/07

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
DÉPARTEMENT DE LA GIRONDE  
ARRONDISSEMENT DE LIBOURNE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL DE  
GENISSAC (GIRONDE)**

<p><b>DATE DE CONVOCATION</b></p> <p><b>5 JANVIER 2026</b></p>	<p><b>L'AN DEUX MILLE VINGT-SIX, LE 12 JANVIER A DIX-HUIT HEURES</b></p> <p>Le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni dans la salle des mariages en séance publique sous la Présidence de <b>Madame BOURDAT BRISSEAU Émeline, Maire.</b></p> <p><b>Étaient présents :</b> Madame BOURDAT BRISSEAU Émeline, M. BAGGIO Jean-Marie, Madame HENRY Christine, M. CHAPUS Benoît, Madame BOUCHON PEAUCELLE Isabelle, M. LELEU Pascal, Madame L'HOMME Céline, M. BUREAU Olivier, M. LAPORTE Francis, Madame PALLUET Laurence, Madame MAURI Fabienne, Monsieur COLL Albert, Madame HOUQUES Christine</p> <p><b>Pouvoirs :</b></p> <p>Madame PEETERS Stéphanie donne pouvoir à Madame BOURDAT BRISSEAU Émeline M. LANSARD RUIZ Pierre donne pouvoir à Madame L'HOMME Céline Madame BLIMON Rachel donne pouvoir à M. LELEU Pascal</p> <p><b>Absents :</b> M. CALISTO David, Madame SICHE Delphine, M. LASSALLE Jérôme</p> <p>Madame MAURI Fabienne a été élue Secrétaire de séance.</p> <p>VU la délibération n° 2018/63 du 25 juin 2018 adoptant le règlement intérieur du cimetière communal,</p> <p>Madame le Maire souhaite approfondir un point de la législation dans le domaine funéraire dans le sens où il convient de réglementer la situation d'une personne qui viendrait à décéder subitement sur le territoire communal sans avoir acquis de concession au préalable.</p>
<p><b>DATE D'AFFICHAGE</b></p> <p><b>5 JANVIER 2026</b></p>	
<p><b>NOMBRE DE CONSEILLERS</b></p> <p><b>EN EXERCICE : 19</b></p> <p><b>PRÉSENTS : 13</b></p> <p><b>VOTANTS : 16</b></p> <p><b>QUORUM ATTEINT</b></p>	
<p><b>OBJET : Fixation d'une redevance pour occupation d'un caveau provisoire</b></p>	

<p><b>DATE DE CONVOCATION</b></p> <p><b>5 JANVIER 2026</b></p>	<p>Au regard de sa strate de population, la Commune de Génissac a l'obligation de réserver des espaces dans le cimetière pour le dépôt temporaire des cercueils. Ces lieux sont assimilés à des « caveaux provisoires ».</p> <p>L'article R 2213-29 du Code général des collectivités territoriales définit les conditions dans lesquelles un corps mis en bière peut être déposé temporairement, dans l'attente de la crémation ou de l'inhumation définitive.</p>
<p><b>DATE D’AFFICHAGE</b></p> <p><b>5 JANVIER 2026</b></p>	<p>Ainsi, le cercueil peut être déposé à titre temporaire dans un caveau provisoire pour accorder à la famille le délai nécessaire à l'acquisition d'une concession, à la construction ou à la réparation des caveaux et monuments.</p>
<p><b>NOMBRE DE CONSEILLERS</b></p> <p><b>EN EXERCICE : 19</b></p> <p><b>PRÉSENTS : 13</b></p> <p><b>VOTANTS : 16</b></p> <p><b>QUORUM ATTEINT</b></p>	<p>Le caveau provisoire est destiné à accueillir temporairement, après mis en bière, les cercueils en attente de sépulture définitive.</p> <p>Le caveau provisoire ne peut être concédé, mais le dépôt temporaire d'un corps donne lieu au paiement d'un droit de séjour.</p> <p>L'autorisation de dépôt est donnée par le Maire de la commune du lieu de dépôt après vérification que les formalités prescrites par l'article R. 2213-17 et par les articles 78 et suivants du Code civil ont été accomplies.</p> <p>Les cercueils ne peuvent y séjourner que pour des délais les plus courts possibles. Le dépôt dans le caveau provisoire ne peut excéder 6 mois.</p>
<p><b>OBJET : Fixation d'une redevance pour occupation d'un caveau provisoire</b></p>	<p>A Génissac, il existe deux caveaux provisoires dont il convient de fixer un tarif d'occupation.</p> <p>Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, <b>à l'unanimité</b>,</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>FIXE</b> le droit d'occupation à <b>50 € TTC par mois pour un caveau provisoire</b>. Tout mois commencé est dû.</li> <li>- <b>DIT</b> que le dépôt dans un caveau provisoire est limité à <b>6 mois</b>. En vue de respecter ce délai légal, une lettre de rappel sera envoyée en lettre recommandée avec accusé de réception à l'intéressé le 4<sup>ème</sup> mois puis une lettre valant mise en demeure sera transmise dans les mêmes conditions le 5<sup>ème</sup> mois.</li> <li>- <b>AUTORISE</b> la mise à jour du règlement intérieur du cimetière communal.</li> <li>- <b>PRECISE</b> que la recette sera imputée sur le budget principal de la Commune.</li> </ul> <p>Fait et délibéré en séance, les jours, mois et an susdits. Pour extrait certifié conforme.</p> <div> <div> <p>Le Maire,</p>  <p>Émeline BOURDAT BRISSEAU</p> </div> <div> <p>La Secrétaire de séance,</p>  <p>Fabienne MAURI</p> </div> </div>

